

Adoption du réseau social numérique « Tik-Tok », pratiques des usagers et mutation des contestations politiques au Togo

Magnim POGBO PALI

Sociologie politique

Université de Lomé

magpogbo@gmail.com

Reçu le : 21/01/2025

Accepté le : 07/04/2025

Publié le : 31/07/2025

Résumé

Les usages des réseaux sociaux numériques au Togo, notamment Tik-Tok, ont induit des transformations tant sociales que politiques. Ces transformations sont observables dans les attitudes et pratiques des usagers dans leurs rapports sociaux avec les dirigeants politiques. La présente étude qui s'appuie sur une méthodologie qualitative, vise à analyser les pratiques des usagers dans l'adoption du réseau Tik-Tok en tant que nouvelle technologie de communication numérique. Dans un contexte du renforcement du délit de presse au Togo marqué par les emprisonnements des journalistes, l'humour apparaît comme une arme au service des dénonciations politiques via les usages numériques. L'étude fait remarquer qu'il y a des appels à des propagandes, et des rappels à l'ordre de l'autorité à travers un style parfois voilé de même que des dérapages qui reposent sur des injures, des menaces, du mépris et du mensonge transformant le champ politique en un espace conflictuel.

Mots clés : adoption, mutation, politique, pratiques, Tik-Tok.

Adoption of the Digital Social Network Tik-Tok, User Attitudes, and Transformation of Political Protests in Togo

Abstract

The use of digital social networks in Togo, particularly TikTok, has led to social and political transformations among Togolese citizens. These transformations can be observed in the attitudes and practices of these users' social relationships. This study, based on a qualitative methodology, aims to analyze the new behaviors observable in the adoption of TikTok network as a

new digital communication technology. In a context of increased press crime in Togo, shaped by the imprisonment of journalists, humor appears as a weapon for political denunciation in digital uses. The study argues that there are overt calls for propaganda, reminders to authorities to comply with rules through a covert style, as well as abuses based on insults, threats, contempt, and lies, making the political arena a space of conflicts.

Keywords: adoption, change, politics, social media, Tik-Tok.

Introduction

Depuis 1990, le paysage politique togolais est resté fortement bipolarisé avec d'un côté, l'opposition qui lutte pour l'alternance démocratique et de l'autre le pouvoir qui s'efforce à se maintenir. Très souvent, les périodes électorales connaissent l'instabilité, mettant en scène les acteurs politiques. Les tenants du pouvoir luttent pour la conservation du pouvoir et répriment toute tentative de renversement du système politique en place (K. E. A. Adandjesso, 2023, p. 23). Les crises naissent et se multiplient dans plusieurs domaines et affectent particulièrement les sphères sociale et politique. La précarité économique qui en découle est galopante chez nombre de citoyens togolais (République togolaise, 2016, p. 2). La grande majorité des Togolais a de sérieuses difficultés financières et peine à se prendre décemment en charge surtout en milieu rural. Les effets de la mauvaise gouvernance dans certains services sont réels et traduisent la violation des droits de l'Homme nommant l'absence d'une réelle liberté d'expression et de l'injustice (A. Esse, 2008). Cette situation crée des frustrations chez les citoyens et remet en cause la confiance entre gouvernés et gouvernants. Dans ce contexte, les mécanismes traditionnels de contestations conventionnelles populaires et extra conventionnelles s'effritent au profit des lamentations individuelles. Le climat politique togolais se caractérise de plus en plus par les méthodes répressives du pouvoir en place.

Le contexte de la riposte contre la Covid19, avec son corolaire de mesures barrières et le terrorisme ayant renforcé les pouvoirs politiques dans l'interdiction des mouvements de contestations sociales et politiques populaires, a contraint beaucoup de citoyens à des prises de positions,

individuellement ou par groupe sur les réseaux numériques. Cette situation, loin de décourager des citoyens engagés pour le changement social, fait des réseaux sociaux numériques un nouvel espace politique qui prend le relai des mouvements sociaux en tant que canal indispensable pour parvenir au changement social (A. Touraine, 1973). On assiste à une apologie de rumeurs sur des sujets d'Etat entretenues de bouche à oreille et diffusées par voies numériques. Les réseaux sociaux deviennent ainsi un instrument efficace pour une participation plus accrue des citoyens au processus démocratique (I. S. Ouambi, 2017). Avec la politique, ils entretiennent un lien étroit qui ne cesse de se renforcer sous l'effet du progrès numérique. Volatils, viraux, rapides et transfrontaliers, les réseaux sociaux s'opposent à l'inertie dans le jeu politique (C. Richaud, 2017). Ces technologies, servent de canaux modernes pour tant de citoyens togolais à prendre position sur les actions et les décisions publiques qui peuvent désormais être commentées, critiquées ou modifiées sous la pression des populations autrefois jugées inaptes ou ignorantes (D. Cardon, 2010). Les technologies de l'information et de la communication (TIC), grâce à l'internet mobile, et de par leur fascination et malléabilité, facilitent l'expression des citoyens sans distinction de certification scolaire et estudiantine. Ces technologies sont des objets autour desquels se redéfinissent les rôles sociaux et se recomposent les groupes. La diversité des espaces ouverts, restreints, ou privés concourt à des pratiques innovantes en politique (M. Pogbo Pali, 2017). Les internautes se sont saisis de ce nouvel espace virtuel allant même jusqu'à le consacrer comme étant le « nouveau domicile de l'esprit (A. Degenne, 2011). De plus, il apparaît un foisonnement des modes de consommation de l'information qui s'apparente de plus en plus pour nombre d'individus à un comportement compulsif et émotionnel visant à combler leurs envies de réagir catégoriquement au nom de la démocratie. En réalité, la démocratie ne se résume pas uniquement au vote. Aussi, elle est faite d'échanges entre les citoyens, de choix de politique grâce à une expression plurielle d'opinions (H. Oberdorff, 2010). Elle n'a de sens que si grâce à une bonne information, les citoyens tirent le pouvoir de penser librement et l'envi de participer activement à la vie politique (N. Bensaid, 1993). Et comme telle, l'information reste assez solidaire de la démocratie (R. T. Danioué, 2001,

p. 34), elle contribue soit positivement ou négativement au changement du système de valeurs auquel l'individu est rattaché.

Le réseau Tik-Tok, un canal qui tire profit des atouts de l'Internet, contribue énormément à l'expression des citoyens ordinaires qui contournent par ce fait les corps intermédiaires, la parole profane prenant place aux côtés de celle des experts (journalistes, spécialistes, universitaires). Quelles sont les pratiques des usagers et les mutations sociopolitiques observées dans l'adoption de Tik-Tok au Togo ? La présente étude analyse les différentes pratiques des citoyens togolais dans l'usage du réseau Tik-Tok en tant que nouvelle technologie de communication numérique dans le champ politique. Il s'intéresse aux mutations intervenues dans le contexte de la modernisation des contestations politiques au Togo par l'entremise de ce réseau numérique.

Notre propos se structure en deux parties en se fondant sur l'idée selon laquelle l'adoption de Tik-Tok constitue un support, un catalyseur des pratiques numériques qui permet aux usagers de répondre aux nouvelles formes de participation politique. La première partie est axée sur l'approche méthodologique et théorique et l'analyse les pratiques des usagers de Tik-Tok. La deuxième partie pose un regard critique sur les mutations intervenues dans le champ politique togolais en insistant sur les déviances liées aux usages incontrôlés de ce réseau social et numérique dans leurs pratiques en politique.

1. Théories de référence et méthodologie de recherche

Afin de parvenir à des résultats conformes aux exigences scientifiques, cette recherche repose sur un cadre théorique et méthodologique.

1.1. Théories de référence

Deux théories soutiennent les analyses de la présente recherche. La première théorie est celle de la force des liens faibles de M. Granovetter (1985) qui postule que, la force des relations entre les individus n'est pas égale, et que ces différences génèrent des configurations sociales qui ne sont pas neutres, du point de vue du phénomène comme la mobilité sociale. De ce point de vue, Tik-Tok, en tant que réseau social numérique, se

compose de liens forts et de liens faibles dans la mesure où il satisfait aux quatre critères que sont la fréquence des contacts, l'intensité émotionnelle, l'intimité et la réciprocité des services rendus. La seconde théorie est relative à celle de l'espace public ou la participation à la délibérative de J. Habermas (1997) selon laquelle la légitimité de l'État de droit ne saurait se limiter à un cadre strictement institutionnel. Pour ce travail, il compte avec l'existence d'arènes politiques informelles, constituées par un espace public issu des usages des différents réseaux sociaux en vogue notamment Tik-Tok auprès des citoyens togolais.

1.2. Méthodologie

Pour cette recherche, l'approche privilégiée combine l'analyse documentaire et celle qualitative. Cette approche a consisté à l'analyse de la documentation existante sur la thématique et des données issues des entretiens semi-directifs. L'observation participante s'est faite à travers l'intégration de trois plateformes³ numériques qui opèrent souvent en live sur des sujets d'actualités politiques. Ceci a permis d'observer l'engouement des citoyens pour Tik-Tok et la façon dont ces derniers mènent les débats portant sur l'actualité politique dans leurs différents groupes. Afin de s'imprégner des réalités liées aux usages de Tik-Tok, nous avons jugé utile de toucher les grandes villes du pays afin d'avoir des informations diversifiées en tenant compte de la représentation géographique des enquêtés. Les investigations ont touché les cinq régions économiques du Togo à l'intérieur des quelles le choix est porté sur deux préfectures de façon aléatoire. Il s'agit de la Région Maritime, la Région des Plateaux, la Région Centrale, la Région de la Kara et la Région des Savanes. Les régions du Togo sont couvertes par l'internet (wifi) et sont concernées par le caractère violent des appels en ligne à des contestations et à la diffusion des informations compromettant la paix. De ce fait, les usages du réseau Tik-Tok restent significatifs en termes de mobilisation contestataire et d'engagement politique. Par ce fait, les entretiens individuels se sont déroulés auprès de 125 personnes choisies sur la base

³<https://www.tiktok.com/@trtafrikafr/video/7536179274655616264>,
<https://www.tiktok.com> > tag > diaspora.togo et Chef canton de kpenzidè (@streetwise1441)'s videos, sources consultées le 29 décembre 2024.

aléatoire dont 25 personnes par région réparties dans les localités suivantes : Lomé, Aného (Maritime), Anié et Kpalimé (Région des Plateaux), Sotouboua et Lama-Tessi (Région Centrale), Niamtougou et Kozah1 (Région de la Kara), Dapaong et Cinkassé (Région des Savanes). En outre, les entretiens individuels semi-directifs ont concerné des citoyens utilisateurs du réseau Tik-Tok identifiés de façon aléatoire dans les milieux enquêtés. Il s'est agi d'entretenir les personnes ciblées sur les pratiques des citoyens dans l'usage de Tik-Tok au Togo dans le champ politique.

En ce qui concerne le traitement de données collectées, nous avons fait une analyse verticale de chaque entretien, puis ensuite, une analyse horizontale (inter-entretiens). L'analyse ces données traitées s'est appuyée sur le modèle de L. Bardin (2013). En effet, les données issues des entretiens (retranscriptions et notes) ont fait l'objet de plusieurs lectures et d'une double analyse. Cette double analyse a permis de faire émerger des catégories de résultats pertinents vis-à-vis de l'objectif de la recherche. Il a été nécessaire de procéder par un travail de triangulation entre le cadre théorique de la recherche, les catégories issues du travail d'analyse des données provenant des entretiens et enfin les données secondaires collectées sur le terrain (rapports, fiches de présentation, fiches techniques) afin de décrire les interdépendances entre les acteurs (E. Lazega, 2014).

2. Résultats et discussion de la recherche

2.1. Résultats

2.1.1. Les pratiques sur « Tik-Tok » via dans le champ politique au Togo : un instrument qui mobilise de plus en plus l'opinion pour les contestations politiques

Au Togo, l'analyse de certaines décisions politiques émanant des gouvernants indique que ces derniers s'opposent au changement social. Contrairement aux pays avancés où les marches et les meetings sont encadrés par le respect de la loi au nom de la démocratie, il apparaît parfois une violation des textes qui encadrent les manifestations au Togo. Dans ces conditions où les possibilités de contestation classique sont sérieusement réduites, les réseaux sociaux deviennent le canal idéal dans

la mobilisation des citoyens. C'est ce que confirme G. Napo (2020) pour qui, les réseaux sociaux se multiplient partout dans le monde et se positionnent comme des créneaux pour la mobilisation collective des citoyens. Pour ne pas faire objet de répression des pouvoirs en place, les citoyens privilégient l'humour comme stratégie pour se prononcer sur les actions politiques des gouvernants sur les réseaux sociaux.

Les données issues des entretiens individuels indiquent que l'humour sur les réseaux sociaux est un canal par lequel émergent des nouvelles formes de contestation politique. Un interrogé à Lomé témoigne :

Tout comme le jeune humoriste gabonais connu sous le pseudo 'tout est à refaire' qui contestait fréquemment les décisions politiques du gouvernant de son pays, nous avons des jeunes togolais qui passent par l'humour pour rappeler à l'ordre les décideurs publics. C'est le cas du jeune Tayo, connu sous le nom de 'Tchao-tchao' qui passe par Tik-tok, Facebook et WhatsApp pour analyser presque toutes les actions des gouvernants, puis ensuite relève les manquements de leurs décisions.

Une humoriste togolaise *en live* sur Tik-tok de son nom d'artiste « *Gogobi* » soutient la position selon laquelle l'humour constitue la nouvelle forme de contestation sociale et politique adaptée à la réalité togolaise. Interrogée lors des investigations dans le cadre de la présente recherche, elle affirme :

Ceux qui suivent les vidéos de 'Gogobi' savent à quel point l'humour sur les réseaux sociaux notamment Tik-Tok permettent aux citoyens d'exprimer leur désaccord face à certaines décisions politiques. Ce monsieur aborde tous les aspects de la gouvernance dans son humour. Ses interventions sur Tik-Tok s'intéressent au phénomène du chômage, la misère dans laquelle croupit la majorité des populations, les questions de violation flagrante de droit de l'homme.

Les propos de ces interviewés traduisent l'engagement de certains Togolais à rétablir un nouvel ordre social et politique au moyen de l'humour sur les réseaux sociaux. Dans le même sens, femme interrogée trouve que la contestation des décisions publiques n'est plus l'apanage des acteurs politiques de l'opposition. Pour elle :

Les Togolais qui ont peur de se faire arrêter dans les manifestations publiques à caractère extra conventionnel se servent de l'humour pour dénoncer les mauvaises pratiques des gouvernants. L'exemple de la réforme constitutionnelle la plus récente au Togo est une illustration. Il n'y a pas officiellement de contestations populaires ouvertes dans les rues au début du processus jugé à tort ou à raison pour les Togolais. Mais, sur la toile l'expression du rejet de cette entreprise législative s'exprime parfois dans un style humoristique avec des emprunts métaphoriques et surtout méprisants.

En effet, le 25 mars 2024, l'Assemblée Nationale togolaise a adopté une nouvelle constitution qui est promulguée le 06 mai 2024 par le chef de l'exécutif. Le changement de ce contrat social intervenu en fin de mandat parlementaire, suscitant de vives critiques par l'opposition et la société civile sur les médias nationaux et internationaux, a été une préoccupation majeure des activistes numériques sur Tik-Tok. « Même si le Togolais n'a plus le droit de sortir sur la voie publique, il utilise son smartphone pour contredire les dérives des autorités publiques » (propos d'un jeune âgé de 27 ans de Kojovi-Copé). Au lendemain de la promulgation du nouveau contrat social (nouvelle constitution), certains usagers affirment avoir lu des posts écrits ou audio, des vidéos Tik-Tok où les auteurs de contenus manifestent leur désapprobation et leur colère face à cette innovation politique dans un style ironique. Pour un usager de Tik-Tok,

Si la constitution a été changée pendant la nuit sans référendum, il faut dire que les autorités au pouvoir ont poussé le bouchon trop loin. Nous disons non au changement de la constitution ! Apparemment le Togo n'est plus à nous tous. Certains sont plus propriétaires de ce pays que d'autres. Le peuple a faim, mais c'est le changement de la constitution qui préoccupe le gouvernement actuel. Pendant que les dirigeants des Etats du Sahel travaillent pour améliorer les conditions de vie de leurs populations respectives, les nôtres votent une nouvelle constitution en pleine nuit. C'est extrêmement grave et très dangereux pour la paix si précieuse que cette même constitution est censée garantir.

Il est alors clair que les usages de Tik-Tok ne révolutionnent pas seulement l'espace d'échanges et de communication entre les individus mais contribuent à bouleverser les relations politiques. Les attitudes des usagers créent un cyberspace politique de plus en plus conflictuel dans le champ

virtuel. Pour M. Foucault (1975), il s'agit d'un e-territoire qui consacre ce qu'il convient d'appeler le « nouveau domicile de l'esprit ».

A travers l'humour sur Tik-Tok, les auteurs de contenus amènent leurs concitoyens à analyser, commenter et critiquer la vie politique, sociale et culturelle du pays. Une vidéo Tik-Tok,⁴ par voie d'humour, emprunte un style communicationnel métaphorique pour remettre en cause la gouvernance du régime en place. Pour l'auteur,

le pays est gouverné par des hommes qui offrent une belle image de par leurs réalisations privées. Ils vivent bien, roulent dans de très belles voitures et ont de belles maisons un peu partout même à l'étranger. Avec cette belle image qui s'apparente à celle des dirigeants, qui peut croire en l'existence des pauvres au Togo ?

En réalité c'est une métaphore qui dresse un bilan sombre du pays. Cette forme de gouvernance mal perçue par nombre des usagers de Tik-Tok est fustigée par voie de chansons. Certains usagers de Tik-Tok estiment que le silence de l'autorité judiciaire sur les crimes économiques contribue à la misère, la pauvreté, les inégalités socio-économiques et l'exode massif forcé des jeunes togolais vers les pays du Nord. Ceci contraint à manifester leur désaccord via les réseaux numériques. D'après un interviewé accablé par des conditions de vie précaires, le Togo est comparable à l'enfer. Il ironise sur les réseaux sociaux en affirmant :

En tout cas je paie déjà ma part de l'éternité. Je ne peux pas vivre l'enfer deux fois. Je dirai à Dieu que j'ai vécu au Togo durant tout mon passage sur terre, là, il saura réellement que j'ai déjà vécu l'enfer. Et l'au-delà, je n'en doute même pas, je serai au paradis.

Pour un autre enquête à Kozah 1 (région de la Kara) passionné et usager de Tik-Tok, les dirigeants du Bénin, pays limitrophe du Togo, se soucient plus des conditions de vie de leurs populations, contrairement aux gouvernants togolais. Il affirme que, « le Bénin fait mieux que le Togo en matière de l'amélioration des conditions de vie des ménages ». Dans un

⁴ <https://www.tiktok.com/tiktoklite>, consulté le 3 avril 2025 0 23h 27 min.

esprit comparatif et avec un ton humoristique⁵, il estime avec ironie que le gouvernement béninois a entrepris de grands chantiers de modernisation du pays, en construisant des routes, des marchés modernes et des cités et en augmentant des salaires aux fonctionnaires. A l'opposé, les gouvernants togolais, non seulement peinent à construire les marchés modernes, mais n'arrivent pas à sécuriser ceux (insuffisants) qui existent.

Ces dénonciations, par voie d'humour sur des supports technologiques (P. Poupin, 2023, p. 165), rendent les réseaux numériques les principaux moyens de communication des protestataires politiques et des populations urbaines de même que les diplômées et citoyens ordinaires. Au-delà des rappels à l'ordre des gouvernants par l'humour via le numérique, on assiste à des attitudes qui riment avec les outrances à l'autorité, la diffamation, le mépris et les abus sur Tik-Tok.

2.1.2. L'usage de Tik-Tok, une alternative de rappel à l'ordre des gouvernants et mutation des contestations politiques au Togo

En rendant visibles les individus, les réseaux sociaux ont transformé les relations au sein de la société. Et c'est précisément de ce point de vue-là que la relation des gouvernés aux gouvernants peut se redéfinir. Le réseau Tik-Tok offre aux gouvernés de nouveaux outils de réalisation de leur participation à l'action publique et surtout au patriotisme à travers des espaces propices à la consommation de leur liberté d'expression qui est traditionnellement de nature verticale. Cette liberté suppose à la fois un schéma ascendant (l'élection) et descendant (la mise en œuvre d'une politique) qui enserme gouvernants et gouvernés dans une représentation linéaire, verticale et hiérarchique (C. Richaud, 2017).

Les usages des réseaux sociaux à travers l'humour, les caricatures, les chansons, la diffusion en support audio et vidéo redéfinissent la relation gouvernants et gouvernés. Les résultats de la collecte des données indiquent que les contestations politiques ont connu une mutation au Togo. Non seulement les actions liées aux contestations politiques sont, en

⁵ L'auteur présente son message au rythme de griot en langue kabye que nous avons traduit en français.

grande partie, délocalisées sur les réseaux sociaux, mais elles influencent l'attitude des dirigeants dans la gouvernance au Togo. Avec le recours à l'usage de Tik-Tok, rien n'est plus caché aux yeux des Togolais. Selon un enquêté à Kpalimé, les contestations politiques sur les réseaux sociaux fustigent les prises de décisions des autorités togolaises. Il reprend les propos de l'artiste Tayo le comédien en ces termes :

Moi TAYO, en vertu des pouvoirs qui me sont donnés, je dis Non à Yas. Si vous voulez que ça marche arrêtez Yas Togo et c'est fini. Il n'y aura pas de problème. La famille, quand je vous dis que les autorités togolaises sont des incompetents qui ne se contentent que du contribuable togolais, vous pensez que je dis des contres vérités. Le seul et unique réseau qui représente le Togo vient d'être baptisé au nom de Yas pour des raisons d'internationalisation. On peut faire ça ? Et vous les autorités togolaises quand vous perdez les cheveux sur le crâne vous pensez que vous devenez sage. En réalité, vous souffrez d'une carence intellectuelle. Quand Togocom à qui pour Togocel, est ce moi Tayo j'ai parlé ? Non ! Mais Togocom quitte pour devenir Yas, là je me donne l'obligation de parler parce que ce qui m'a été donné de très cher vient d'être bafoué aux yeux des vendus ! Vous là, vous avez fait ceci, quel réseau va représenter le pays d'ici et d'ailleurs ? Dite nous. Vous avez rendu que nous allons vivre dans un pays dans lequel on n'a pas de réseau qui nous représente. Non ce n'est pas bien. Changez votre mentalité.

C'est le cas par exemple de deux jeunes élèves togolais de 21 et 24 ans condamnés à six mois de prison avec sursis, jugés coupables d'outrage envers les représentants de l'autorité publique par le tribunal de Grande Instance de Lomé. En effet, dans une vidéo publiée sur le réseau social Tik-Tok le 31 mars 2024, ces jeunes ont interpellé le président de la République togolaise pour exprimer leur mécontentement sur le changement constitutionnel. Si ces deux jeunes n'ont pas purgé leur peine de six mois de prison comme le recommande le tribunal de Grande Instance de Lomé, « c'est aussi grâce, en grande partie aux contestations sur les réseaux numériques » déclare un interviewé. D'après lui, quelques jours après l'arrestation de ces jeunes, les leaders des partis politiques d'opposition, la société civile accompagnés des avocats, se sont saisis de l'affaire. Selon un autre usager des réseaux sociaux, « la large diffusion de l'information sur l'arrestation de ces jeunes, accompagnée des

messages de protestation sur Tik-Tok a efficacement contribué à contraindre le gouvernement à les libérer. »

Le même enquêté poursuit : « Ces deux jeunes n'ont fait qu'exprimer leur opinion sur le changement de la constitution. Ils ont fait quoi de mal. Est-ce qu'ils ont tort d'avoir usé de leur droit : celui de la liberté d'expression ? » Il s'agit d'un message qui touche les consciences, sensibilise et suscite des commentaires qui sont largement relayés sur les autres réseaux sociaux.

De fait, le contexte politique togolais est aujourd'hui un peu délétère en raison de la crise de confiance entre les acteurs politiques. Cela se traduit par les mésententes entre les acteurs de la classe politique. Partant de ce fait, les réseaux sociaux constituent des canaux qui incarnent de nouvelles formes de participation politique des citoyens. D'après E. Kaba E. Adjeta Essossinam et K. M. Bissantchao (2022, p. 196), les réseaux numériques s'imposent comme de nouveaux canaux non seulement de gouvernance mais aussi de soutien ou de contestation politique. Ainsi, de nombreux citoyens togolais sont très actifs sur les plateformes pour exprimer leurs opinions pendant les périodes pré et post électorales ou soit après la prise d'une décision par les autorités publiques. Ils apparaissent désormais comme des vecteurs d'expression populaire qui réduisent le fossé entre gouvernants et gouvernés et contribuent à ce titre, à améliorer la capacité participative des citoyens. Pour ces auteurs :

Les réseaux sociaux sont devenus une composante indispensable pour le succès des mouvements protestataires dans la mesure où ils diffusent l'information relative au but et à la manière de protester. Ils permettent ainsi une participation citoyenne et un engagement des citoyens aux affaires de la cité. Par les réseaux sociaux, la démocratie d'opinion sur Internet a contribué au développement irréversible de la possibilité d'une démocratie participative où le citoyen développe un esprit critique, peut corriger ou orienter les décisions de la gouvernance publique (E. Kaba, E. Adjeta Essossinam et K. M. Bissantchao, 2022, p. 196).

Il est clair que, les protestations des Togolais sur les réseaux numériques influencent en partie positivement la prise de certaines décisions

publiques. L'un des exemples concerne le projet du changement de la constitution en 2024. En effet, les multiples rappels à l'ordre du chef de l'Etat au sujet de texte soumis par l'Assemblée Nationale, a contraint le chef de l'Etat à instruire sa relecture avant sa promulgation. En revanche, certaines prises de positions sur Tik-Tok sont perçues comme des provocations voire des atteintes à la sûreté de l'État du fait que les acteurs lancent parfois des appels à manifester. Ces prises de position contestataires sur les réseaux numériques, notamment sur Tik-Tok, au Togo mobilisent de plus en plus l'opinion publique. Ils sont assimilables aux mouvements protestataires traditionnels non conventionnels qui sont d'ailleurs interdits aux yeux de la loi en la matière (réunion de masse, marches de protestation, sitting etc.). Ces usages révèlent des pratiques qui reposent sur le mépris pour le régime au pouvoir.

Les déviances des usagers sont récurrentes sur les réseaux sociaux, notamment Tik-Tok. Il y a entre autres, le mépris avec les immixtions dans la vie privée des dirigeants du pays. Il est à noter que Tik-Tok est un canal ouvert pour dénoncer les abus du pouvoir, la mauvaise gouvernance et de la violation des lois fondamentales du pays. Théoriquement, la liberté d'expression est réelle sur la toile numérique, mais dans la pratique elle est remise en cause par les professionnels des droits de l'Homme (CACIT, 2025). On observe aussi des comportements déviants enlisés dans une confrontation permanente avec les membres de l'exécutif au mépris de leur vie privée. En dehors de la fermeture de radios, télévisions et autres médias privés (S. Aléza, 2018), il y a aussi des poursuites judiciaires, des arrestations, des emprisonnements de journalistes qui opèrent sur la toile numérique.

2.2. Discussion des résultats de la recherche

L'analyse minutieuse des données collectées indiquent que la majorité des Togolais privilégie l'humour via Tik-Tok pour protester contre les décisions politiques venant des autorités publiques. En effet, depuis les convulsions de 1991, l'obstacle majeur à la démocratie semble beaucoup plus résider dans l'inculture politique des citoyens (E. Tchoko, 2018). Beaucoup de citoyens togolais qui connaissent encore mal les exigences

d'un Etat de droit, confondent liberté et libertinage. Plusieurs acteurs sociaux confondent la formation politique à la référence de ses leaders, à leur ethnie et à leur région. A l'unanimité, les interviewés reconnaissent la délocalisation des contestations politiques vers Tik-Tok, un réseau social numérique en tant qu'espace public selon les principes de J. Habermas (1981). En effet, ces résultats indiquent que le Tik-Tok est un canal adopté par les citoyens pour se prononcer sur les sujets politiques. Pour E. Kaba, E. Adjeta Essossinam et K. M. Bissantchao (2022, p. 196), les réseaux sociaux sont le seul canal aujourd'hui qui échappe encore à la censure des autorités et où tout le monde peut donner son avis sans avoir peur même si la police et la gendarmerie parviennent parfois à interpellier certaines personnes présentes sur le territoire national pour leur prise de position ou activisme en ligne. Les citoyens togolais se réfugient derrière les réseaux sociaux comme espaces publics, pour exprimer ce qu'ils n'auraient pas pu avoir le courage ou la chance de dire à travers les canaux de communication traditionnels. Selon P. Flichy (2010, p. 39), en tant qu'outil dérivé des TIC, l'Internet a contribué à l'émergence de discours contestataires minoritaires et la campagne du référendum relatif au Traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005 en est l'illustration. Alors que les promoteurs du oui (avaient) eu largement accès aux médias classiques, les partisans du non qui dans l'ensemble n'appartenaient pas aux organisations politiques dominantes ont amplement utilisé le web pour présenter leur opinion » Le rôle joué par les réseaux sociaux dans la construction des mouvements contestataires reste innovant et de plus en plus mobilisateur dans l'arène politique « en donnant forme à la contestation commune, les réseaux sociaux amplifient les phénomènes contestataires et de ce fait les hissent, grâce à l'horizontalité dont ils sont les vecteurs, au niveau des gouvernants devenant alors des ascenseurs contestataires (V. L. Sheer, 1994). Pour sa part, C. Ferjani confirme que la « révolution de Jasmin » ou « révolution 2.0 » comme, il est d'usage de la nommer, est sans doute l'illustration la plus significative de l'influence des réseaux sociaux en tant qu'ascenseurs contestataires ayant conduit à la chute d'un ordre juridique. Si l'origine des mouvements contestataires est différente pour chacun des pays ; leurs déploiements ont tous été portés par les réseaux sociaux (C. Ferjani, 2011 p. 14). C. Richaud (2017) estime que

les réseaux sociaux ont créé de nouveaux espaces de contestation qui provoquent la chute d'un modèle étatique.

De par les usages Tik-Tok, l'attitude de certains Etats est révélatrice de la menace que les réseaux sociaux font peser sur l'équilibre de la relation gouvernants-gouvernés. Pour M. Granovetter (1985), cette relation est disproportionnée. En ayant recours à la censure, les blocages Internet ou le blocage des réseaux sociaux, certains Africains ont dans le cadre de l'état d'urgence interdit la consultation d'informations sur les réseaux sociaux émanant de médias favorables à l'opposition (C. Richaud, 2017). Il se pose ainsi un problème de droit à la liberté d'accès, de diffusion à l'information en tant que droit humain universel qui alimente plus de contestations de façon virale.

Conclusion

L'objectif poursuivi par la présente recherche qui s'est appuyée sur une méthodologie qualitative, était d'analyser les pratiques dans l'adoption de Tik-Tok en tant que nouvelle technologie qui s'impose désormais dans la communication politique au Togo. Le présent travail s'est préoccupé de la conversion numérique de la démocratie. Il a analysé les nouvelles formes d'expression notamment la contestation sociale et politique via les usages des plateformes numériques au nom de la démocratie. L'étude a trouvé que l'humour dans les usages numériques s'est invité dans le champ contestataire numérique et politique comme une arme stratégique et efficace au service des rappels à l'autorité politique. Ces usages numériques redéfinissent les attitudes des citoyens et créent de nouvelles formes de stratégies de contestations politiques. C'est une mutation du champ de la participation politique togolaise qui prend en compte d'une part, l'action de certains usagers qui font le contre poids des critiques en guise de soutien à l'action politique du régime afin de démontrer le contraire des critiques diffusées sur Tik-Tok. L'analyse a révélé également des dérapages dans les usages de Tik-Tok qui reposent sur les injures, les menaces, le mépris et parfois le mensonge.

Références bibliographiques

- ADANDJESSO Kossi Eden Andrews, 2023, *L'impossible alternance politique au Togo de 1990 à 2020 : institutions, idées et intérêts dans la reproduction du pouvoir*, Thèse de Doctorat en science politique, Montréal : Université de Montréal.
- ALEZA Sohoun, 2018, *L'Etat de droit au Togo : De la sociologie de l'éducation appliquée*, Paris, L'Harmattan.
- Amnesty International, 2017, *Rapport d'Amnesty International 2016/17 sur le Togo*, Paris.
- BARDIN Laurence, 2013, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF.
- BENSAID Norbort, 1993, « Le mensonge des images vraies - Le citoyen et l'information », in *Faut-il avoir peur de la démocratie ?* Paris, Seuil/Le genre humain, pp. 9-29.
- CARDON Dominique, 2010, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil.
- DANIOUÉ Tamasse, 2001, « Socialisation politique et démocratie participative. Réflexion sur la contribution de la culture politique au développement de l'Etat démocratique en Afrique », in *Annales de l'Université de Lomé*, série Lettre, tome XXI-2, pp. 215-263.
- DANIOUÉ Roger Tamasse, 2010, « Médias, sociétés et développement : l'impératif de la liberté d'information face à l'exigence de l'Etat démocratique en Afrique », in *Annales de l'Université Abdou Moumouni*, Niamey (Niger), Tome XI-B, pp. 23-35.
- DEGENNE Alain, 2011, « Retour à l'analyse des réseaux sociaux », in *Hermès, La revue*, N° 59, pp. 39-52.
- Données et statistiques mondiales, 2015, www.fr.actualitix.com. Consulté le 20 avril 2025.
- FERJANI Cherif, 2011, « Inspiration et perspectives de la révolution tunisienne », in *Confluences Méditerranée*, N° 77, pp. 13-28.
- FLICHY Patrice, 2010, « La démocratie : Le web et le traité constitutionnel européen », in *Réseaux*, pp. 611-624.
- FOUCAULT Michel, 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- GRANOVETTER Mark, 1985, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », in *The American Journal of Sociology*, N°3, pp. 481-510.
- HABERMAS Jürgen, 1981, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- KABA Essodinamodom, ADJETA Essossinam et BISSANTCHAO Mawaké Kodjo, 2022, « Usage des réseaux sociaux et leur influence sur la participation politique des citoyens de la commune de Kozah 1 au

- Togo », in *Science et Technique, Lettres, Sciences humaines et sociales*, Vol. 38, N° 2, pp. 177-198.
- LAZEGA Emmanuel, 2014, *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Paris, PUF.
- MARX Karl et ENGELS Friedrich, 2008, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Edition Coll. Poche.
- NAPO Gbati, 2020, « Mobilisation pour une action collective : quelle contribution des réseaux sociaux numériques dans l'engagement politique ? » in *Technologies numériques et sociétés africaines, enjeu et développement*, (dir) Julien Atchoua, Jean-Jacques Bogui et Saikou Diallo, London, ISTE Editions, pp. 53-71.
- NAPO Gbati, 2015, « La communication publique : quelle importance dans la gouvernance démocratique au Togo ? » in *Revue du CAMES*, série Science Humaines, N° 005, 2em semestre, pp. 177-212.
- OBERDORF Henri, 2010, *La démocratie à l'ère du numérique*, Paris, PUG.
- POGBO PALI Magnim, 2017, *La fracture médiatique et ses incidences sur l'enracinement de la démocratie au Togo*, Thèse de Doctorat de Sociologie Politique, Université de Lomé (Togo).
- POUPIN Perrine, 2023, « Mobilisations et contestations sur les blogs et réseaux sociaux, » in *Genèse d'un autoritarisme numérique*, pp.165-187, [https:// doi.org/10.4000/books.pressesmines](https://doi.org/10.4000/books.pressesmines), Consulté le 03 mai 2025.
- République Togolaise, 2016, *Togo, Profil de pauvreté 2006-2011-2015*, Lomé, République Togolaise.
- RICHAUD Coralie, 2017, « Droit constitutionnel à l'épreuve du numérique », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, N° 57, pp. 29-44.
- SHEER Léo, 1994, *La démocratie virtuelle*, Paris, Flammarion.
- TOURAINÉ Alain, 1973, *Production de la société*, Paris, Seuil.
- TCHOKO Elom Kodjo, 2018, *Les obstacles à l'exercice du devoir d'éducation politique et civique des partis politiques au Togo*, Thèse de Doctorat de Sociologie Politique, Université de Lomé.